

Panorama

Bulletin d'Information de l'Ambassade des Etats-Unis au Sénégal



18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal • Tél. (221) 823 81 24 • Fax : (221) 822 23 45
<http://dakar.usembassy.gov> • Numéro 84 • Septembre 2007

Les titres

Formation pour les professeurs d'anglais des écoles franco-arabes

L'histoire de l'Islam aux Etats-Unis récapitulée dans une exposition

Le rêve américain est toujours possible pour les immigrants

Les Etats-Unis souhaitent élargir le dialogue avec le monde musulman

AGOA : Les Etats-Unis annoncent de nouvelles mesures à Accra

L'USAID aide 700.000 Sénégalais à prévenir le paludisme

USAID/PAEM forme des enseignants et chefs d'établissement

Formation pour les professeurs d'anglais des écoles franco-arabes

Venus des diverses régions du Pays et de la sous-région, dix huit professeurs d'anglais sénégalais des écoles franco-arabes de Kaolack, Bignona, Bakel, Thiès, Rufisque, Pikine et Dakar, un Mauritanien et un Bissau Guinéen, viennent d'achever deux semaines de formation, sous l'égide du bureau des programmes d'anglais de l'ambassade des Etats-Unis.

Du 23 juillet au 03 août 2007 en effet, ils ont échangé leurs expériences et travaillé sous la direction du formateur David Bohlke. Cet universitaire américain, spécialiste de la formation des formateurs, diplômé de l'université de l'Iowa, de Macquarie University de Sydney, a dispensé ses enseignements et animé des séminaires au Maroc, à Tokyo, Séoul, en Arabie Saoudite, au Sénégal et au Niger.

Au menu de son second atelier à Dakar, les vingt participants ont passé en revue différents aspects des études américaines, les nouvelles approches initiées dans l'enseignement de l'anglais, l'usage de l'ordinateur et de l'outil audio-visuel et la recherche documentaire sur l'Internet.

.../...



Quelques professeurs participant au programme ACSI 2007 réunis en groupe de travail

.../...

Hébergés à la Maison d'Éducation Mariama BA de Gorée, les participants se sont retrouvés quotidiennement à l'auditorium du American Center, pour les besoins de la formation. En outre, ils ont été accueillis en différentes occasions au centre de Documentation de l'Ambassade des États-Unis qui leur a exceptionnellement réservé ses locaux habituellement ouverts au public des étudiants, des chercheurs et de tous les intellectuels.

Les cérémonies d'ouverture et de clôture de cette quatrième édition annuelle du "American Center Summer Institute" ont été présidées par l'Attaché Culturel de l'ambassade des États-Unis, qui a remis à chaque participant un certificat et du matériel didactique, à l'issue de la formation. Au cours de leurs travaux, ils avaient également reçu la visite du chef de la Mission Diplomatique, M Jay Smith. Ces deux personnalités ont tenu à réaffirmer l'engagement des États-Unis à œuvrer pour le renforcement de leur coopération en matière d'éducation envers le Sénégal et l'ensemble des Pays musulmans en général.

Les professeurs ont pour leur part, unanimement exprimé leur satisfaction et leur gratitude à l'endroit du formateur et de l'Ambassade des États-Unis, et dit leur ferme volonté de mettre en pratique au quotidien, les nombreux enseignements tirés de leur participation à ce séminaire.



Photo de famille des participants au programme ACSI 2007

L'histoire de l'Islam aux États-Unis

Il y a quelques années, Amir Muhammad a commencé à rechercher les origines de sa famille sans se douter que cela le mènerait vers un héritage islamique peu connu des États-Unis. Jusque là, il avait toujours pensé que la plupart des musulmans étaient arrivés aux États-Unis au XXe siècle, et ignorait tout lien entre sa famille et l'Islam avant son adoption de la foi islamique il y a 35 ans.

Mais il a découvert que, comme de nombreux Afro-Américains et Amérindiens, il a des ancêtres musulmans, et que l'histoire de l'Islam en Amérique est bien plus ancienne qu'on ne le pense généralement.

En 1996, il a créé l'organisme sans but lucratif *Collections and Stories of American Muslims* (CSAM), dont il est le président et le conservateur. Son objectif est de découvrir et de préserver le patrimoine islamique de l'Amérique et de mieux faire connaître l'expérience vécue des musulmans en Amérique.

Le CSAM a organisé des expositions dans des universités, des bibliothèques publiques, des centres sociaux et des musées aux États-Unis et à l'étranger. M. Muhammad est à l'heure actuelle à la recherche d'un bâtiment pour abriter sa collection.

Selon lui, l'histoire de l'Islam en Amérique commence par la fuite des Maures devant l'Inquisition espagnole. L'un d'entre eux était Estevanico, un Maure né en Afrique du Nord qui, en 1527, a accompagné des explorateurs espagnols vers ce qui allait devenir le sud-ouest des États-Unis.

L'esclavage fait son entrée dans l'histoire de l'Islam en Amérique avec les premières colonies européennes. M. Muhammad cherche à dissiper le mythe selon lequel les esclaves amenés par les colons n'avaient pas de religion organisée et ne savaient ni lire ni écrire.

Il évoque notamment l'histoire d'Ayuba (Job) Suleiman Diallo, capturé en Gambie en 1730 et amené à Annapolis, dans le Maryland, où il fut vendu comme esclave. Selon M. Muhammad, Diallo écrivit une lettre en arabe à son père. Cette lettre attira l'attention de James Oglethorpe, fondateur de la colonie de Géorgie, qui aida Diallo à racheter sa liberté. Oglethorpe l'envoya ensuite à Londres, puis dans son pays natal travailler pour la Royal African Company de Londres. Lors de son séjour dans cette ville, Diallo rédigea de mémoire, en arabe, trois exemplaires du Coran.

s-Unis récapitulée dans une exposition



Ayuba (job) Suleiman Diallo

La collection du CSAM comprend quatre sourates du Coran copiées par un dénommé Charno en 1768, des pétitions rédigées en arabe par des musulmans de la Caroline du Sud réclamant leur liberté en 1753 et en 1790, et des photos d'un journal rédigé en arabe et datant de 1829 ayant appartenu à un certain Ben Ali.

Des sources des XVIIe et XVIIIe siècles décrivent souvent des Afro-Américains comme musulmans, portant des noms musulmans, ou pratiquant la foi islamique. M. Muhammad souligne que de nombreux Américains musulmans de l'époque faisaient graver sur leur pierre tombale une main dont un doigt pointait vers le ciel, symbole islamique de l'unité divine, et que leur tombe était orientée vers la Mecque.

Les musulmans ont également joué un rôle dans chaque guerre dans laquelle a été impliquée l'Amérique. Deux musulmans ont combattu avec honneur lors de la guerre d'Indépendance. Les deux hommes, Peter Salem et Salem Poor, ont été honorés par deux timbres postaux à leur effigie.

M. Muhammad a également retrouvé les états de service de 292 musulmans qui ont combattu avec les troupes nordistes

durant la guerre de Sécession, et de 5.200 musulmans américains qui ont servi durant la Première Guerre mondiale.

À la fin du XIXe et au début du XXe siècle, les immigrants musulmans qui arrivaient aux États-Unis venaient du Yémen, de l'Albanie, de la Turquie, de la Syrie, du Liban, de la Palestine, de la Jordanie, de l'Inde et de la Pologne. En 1899, des immigrants syriens de Ross, dans le Dakota du Nord, ont créé ce qui a sans doute été le premier lieu de culte musulman en Amérique. Mais, selon M. Muhammad, la « première réelle mosquée de l'Amérique du Nord » a été construite en 1915 par des musulmans d'origine albanaise à Biddeford, dans le Maine.

M. Muhammad déclare qu'il a été beaucoup inspiré par les histoires qu'il a découvertes. Les musulmans américains de diverses origines « ont gardé leur foi envers et contre tout », a-t-il affirmé lors d'une présentation au département d'État, le 9 août. « Les musulmans et l'Islam font partie du tissu social de l'Amérique depuis des siècles. Ils font partie des nombreuses cultures, couleurs, religions et modes de vie qui constituent la mosaïque américaine. »

M. Muhammad a écrit plusieurs livres, dont « America's Masjid and Islamic Centers : A Pictorial Account », « Muslims in America : 7 Centuries of History », « People of Color in Pre-Islamic and Islamic History » et « Contributions of Muslims to the World ».



Sourates copiées par Charno en 1768

Le rêve américain est toujours possible pour les immigrants

Pour les personnes qui immigreront aux États-Unis et leurs enfants, ce pays est toujours une terre aux innombrables possibilités économiques, et la bonne nouvelle, c'est que l'immigrant de la première génération peut encore y trouver un emploi et que ses enfants ne manqueront pas d'en avoir un encore meilleur, a souligné M. Ron Haskins, auteur d'un rapport sur les progrès économiques réalisés par les immigrants aux États-Unis.

M. Haskins est l'un des responsables du Projet sur la mobilité économique (Economic Mobility Project), une initiative conjointe de quatre des principaux groupes de réflexion américains qui examinent le degré de réalisation du « rêve américain », notion qui incorpore la justice sociale, le progrès et l'égalité des chances.

Depuis quelques dizaines d'années, le nombre des immigrants entrant légalement aux États-Unis a fortement augmenté. De 3,3 millions dans les années 1960, il est passé à plus de 9 millions selon les services de la citoyenneté et de l'immigration du ministère de la sécurité nationale. D'après les statistiques du département d'État, 3,7 millions d'immigrants ont obtenu la citoyenneté américaine entre 2000 et 2005 et les États-Unis ont accordé le statut de « résident permanent » à 5,8 millions de personnes.

En ce qui concerne le nombre des immigrants sans papiers qui vivraient aux États-Unis, les estimations varient beaucoup. Selon le « Pew Hispanic Center », un groupe indépendant de recherche, à la date de mars 2006, ce chiffre, qui se base entre autres sur les données du Bureau

du recensement, se situerait entre 11,5 et 12 millions de personnes. M. Haskins pense que 500.000 personnes, pour la plupart des Mexicains, entrent illégalement aux États-Unis chaque année pour y travailler.

Historiquement, l'économie américaine a réussi à créer des débouchés et à ouvrir la porte au succès économique pour les familles d'immigrants, mais, a indiqué M. Haskins, l'importance du nombre d'immigrants récents, en particulier de personnes peu instruites, pourrait être la cause de préoccupations à l'avenir.

Le rapport a démontré que l'éducation avait un effet puissant sur les salaires aussi bien des immigrants de la première génération que de leurs enfants, et en conséquence, sur le degré de leur ascension économique.

Selon le rapport, plus d'immigrants légaux aux États-Unis ont des diplômes d'études supérieures que le reste de la population. Par contre, un grand nombre d'immigrants sans papiers originaires d'Amérique latine n'ont reçu qu'une éducation minimale.

Selon une récente étude de la Fondation nationale des sciences, 67 % des scientifiques et des ingénieurs d'origines étrangères ont invoqué des raisons familiales ou la possibilité d'améliorer leur éducation comme étant leurs principales raisons pour immigrer aux États-Unis et seulement 21 % ont mentionné les débouchés économiques ou les possibilités d'emploi. En 2003, on comptait aux États-Unis 3.352.000 chercheurs et ingénieurs d'origines étrangères.

« De plus en plus, l'économie américaine semble récompenser l'éducation », a dit M. Stuart Butler, spécialiste de la politique économique à la Fondation Heritage, un institut de recherche conservateur.

Le rapport montre aussi que les enfants d'immigrants ont reçu une meilleure éducation que leurs parents et qu'ils sont plus souvent titulaires de diplômes d'études supérieures et du troisième cycle que les enfants de non-immigrants.

« L'assimilation économique semble bien fonctionner, mais les enfants d'immigrants ayant reçu peu d'éducation et qui travaillent pour de faibles salaires pourraient avoir des difficultés à rattraper les niveaux de salaires des non-immigrants », a fait valoir M. Haskins.



Des immigrants prêtant serment pour l'obtention de la citoyenneté américaine

Les États-Unis souhaitent élargir le dialogue avec le monde musulman

Nous donnons ci-après des extraits d'une allocution prononcée le 27 juin 2007 par la sous-secrétaire d'État à la diplomatie et aux affaires publiques, Mme Karen Hughes, au Centre de la presse étrangère de Washington.

Nous devons également nous attacher à contrer l'idée selon laquelle l'Occident est en conflit avec l'Islam, parce que c'est tout simplement faux. L'Islam fait partie de l'Amérique. En tant que membre du gouvernement des États-Unis, je représente plusieurs millions de musulmans américains qui vivent, travaillent et observent leur foi en toute liberté dans notre pays. Et s'il y a une chose que je me suis attachée à faire depuis presque deux ans que je suis sous-secrétaire d'État, c'est de leur donner voix au chapitre et de démontrer notre respect de la culture musulmane et de ses accomplissements dans le monde entier. L'Amérique n'est pas parfaite, mais c'est un pays où des gens de divers horizons et de diverses confessions religieuses ont appris à vivre dans le respect les uns des autres et à célébrer la richesse qui découle de cette diversité.

Depuis deux ans ou presque que je suis sous-secrétaire d'État, nous avons considérablement étendu nos relations avec les collectivités musulmanes. Dans la foulée des réunions que j'ai eues avec des musulmans américains ainsi qu'avec des communautés musulmanes à l'étranger, qui réclamaient tous plus de dialogue, nous avons créé un programme appelé Citizen Dialogue (Dialogue citoyen) dans le cadre duquel nous envoyons des citoyens américains qui sont musulmans dialoguer avec diverses communautés dans le monde entier. Cela a donné lieu à de nombreuses réunions publiques et à de multiples interviews dans les médias.

En automne prochain, une station de télévision de la Malaisie va envoyer une équipe de tournage aux États-Unis pour réaliser une série de documentaires sur l'Islam en Amérique. Nous avons inscrit 20.000 jeunes de 44 pays à majorité musulmane dans des programmes d'apprentissage de l'anglais afin de leur offrir de nouvelles possibilités grâce à la maîtrise de cette langue.

Ces dernières années, 1.500 jeunes de pays ayant une population musulmane importante sont venus séjourner un an dans des familles américaines afin de mieux nous connaître. Nous sommes en train de former des enseignants de l'Afghanistan. En Égypte, nous avons mis en œuvre un nouveau programme qui permet à des milliers de jeunes de venir étudier ou suivre une formation professionnelle aux

États-Unis, ce qui leur donnera de meilleures chances sur le marché du travail.

En ma qualité de sous-secrétaire d'État, je me concentre de plus en plus sur trois grands domaines. Le premier porte sur nos programmes d'éducation et d'échanges, notamment ceux qui visent l'enseignement de l'anglais.



Je suis convaincue que ces programmes sont notre outil de diplomatie publique le plus efficace depuis cinquante ans, et j'essaie vraiment de les étendre. Un an avant mon arrivée à ce poste, nos programmes d'échanges comptaient 27.000 participants. Cette année, nous en avons presque 40.000, et nous souhaitons - si notre budget est accepté - atteindre les 50.000 participants. Nous nous attachons notamment à amener ici ceux qui sont les plus susceptibles d'influencer les populations, notamment les journalistes, les religieux et les chefs de file d'associations féminines.

Nous œuvrons également à la modernisation de nos efforts de communication et nous nous efforçons d'amener nos ambassadeurs et nos représentants dans les ambassades du monde entier à communiquer plus ouvertement avec leurs pairs et avec les médias. Nombre d'entre vous sont sans doute au courant de la création de notre centre d'opérations où Michael Pelletier, Adam Erel et d'autres sont sur les ondes et communiquent en arabe par le biais des médias arabes. Nous essayons donc d'améliorer nos efforts de communications.

Enfin, je me concentre sur ce que j'appelle notre « diplomatie par l'action », à savoir les moyens concrets par lesquels nous coopérons avec des gens du monde entier pour les aider à améliorer leurs conditions de vie, particulièrement dans les domaines de l'éducation, de la santé et des débouchés économiques. Parce qu'en fait, les parents et les jeunes gens du monde entier veulent tous la même chose : avoir une chance d'obtenir un emploi productif, des soins médicaux pour leur famille et des possibilités d'éducation.

AGOA : les Etats-Unis annoncent de nouvelles mesures à Accra

Le Sixième Forum annuel de l'AGOA s'est terminé le 19 juillet par l'annonce des États-Unis de mesures visant à renforcer cette loi adoptée en 2000.

En effet, la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice a annoncé que 375.000 dollars supplémentaires seraient alloués au Programme américano-africain de renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires (SPS) qui fait partie du Fonds de diversification de l'AGOA.

Cela porte à 875.000 dollars le total du montant que le département d'Etat consacre à ce programme. Son financement fait partie des 5 millions de dollars que le département d'Etat s'est engagé à verser au Fonds de diversification de l'AGOA dont Mme Rice a annoncé la création lors du 4ème forum de l'AGOA qui s'est tenu en 2005 à Dakar.

Le Programme américano-africain de renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires vise les objectifs suivants :

- coopérer avec des scientifiques et universitaires africains à la promotion de politiques agronomes, de programmes d'enseignements et de techniques de recherche rationnels.
- surmonter les principaux obstacles au commerce agricole pour les produits africains exportés vers les États-Unis.
- augmenter les exportations de produits horticoles africains sur les marchés internationaux.

Ce programme sera lancé en août 2007. L'université A&M du Texas et l'université Ohio State accueilleront les sept premiers participants des pays suivants : Botswana, Ghana, Maurice, Nigeria, Sénégal et Ouganda.

Un nouveau programme d'échanges d'universitaires est destiné à renforcer les compétences du personnel d'instituts agronomiques en Afrique, a déclaré la secrétaire d'Etat, Mme Condoleezza Rice, lors de l'allocution qu'elle a prononcée de Washington à l'intention du millier de représentants d'États, d'entreprises et d'organisations non gouvernementales qui étaient réunis dans la capitale du Ghana.

Les participants au Forum qui ont étudié les moyens de tirer le plus parti des avantages commerciaux offerts par l'AGOA sont convenus que les pays d'Afrique subsaharienne devaient diversifier leurs exportations et renforcer leur secteur agricole. Quelque 6.400 produits africains peuvent être exportés aux États-Unis en franchise de douane et sans contingent dans le cadre de l'AGOA, mais les hydrocarbures représentent actuellement plus de 80 % des exportations des pays africains.

« Ces dernières années, nous avons élargi notre coopération », a indiqué Mme Rice en faisant état de l'Initiative sur la croissance et la compétitivité africaines et du Fonds de diversification de l'AGOA. « À présent, a-t-elle dit,



La secrétaire d'Etat, Mme Condoleezza Rice, au 4ème forum de l'AGOA qui s'est déroulé en 2005 au Sénégal

nous renforçons encore ces excellents efforts par une nouvelle initiative » visant à rendre plus compétitifs les produits agricoles africains.

Ces produits « doivent répondre aux normes sanitaires des pays développés. Afin de vous aider à atteindre ce but, nous procédons à la création d'un Programme d'échanges universitaires destiné à permettre à certains des meilleurs agronomes africains de venir faire des études dans des universités américaines. »

À partir du mois d'août, le nouveau Programme américano-africain de renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires mettra en rapport des universitaires américains avec des universitaires africains dans le domaine agronomique.

Pendant la première année de ce programme, deux universités américaines, Ohio State et Texas A&M, accueilleront sept professeurs de six pays bénéficiaires de l'AGOA : le Botswana, le Ghana, Maurice, le Nigeria, l'Ouganda et le Sénégal.

Ce programme d'échanges ainsi que les nouvelles dispositions incorporées à deux reprises dans l'AGOA depuis son adoption en 2000 illustrent le soutien durable des États-Unis aux efforts des pays africains en matière de commerce et de développement, a fait remarquer le secrétaire d'État.

« Nous sommes ici pour faire en sorte que l'agriculture contribue à l'économie africaine et à la prospérité des Africains », a déclaré un haut responsable du ministère de l'agriculture des États-Unis, M. Mark Keenum, qui a également annoncé quatre mesures destinées à stimuler les exportations de produits agricoles africains :

- en août, une session de formation organisée à l'intention d'inspecteurs namibiens de viande de bœuf leur permettra de mieux s'informer des normes américaines en matière d'importation de cette catégorie de viande et de les appliquer ;
- prévue pour février 2008, une mission commerciale ouest-africaine réunira à Accra cinquante dirigeants d'entreprise des États-Unis et dix de pays africains aux fins d'étude des possibilités d'investissements en commun ;
- un échange éducatif dans le cadre du programme de

bourses d'études Norman Borlaug du ministère américain de l'agriculture permettra à sept boursiers de six pays bénéficiaires de l'AGOA d'étudier la production de cacao dans plusieurs universités américaines ;

- enfin, une série de séminaires sur l'homologation des produits biologiques se tiendra dans divers pays de l'Afrique subsaharienne en 2008.

Pour sa part, la directrice par intérim de l'Agence des États-Unis pour le développement international, Mme Henrietta Fore, a aussi annoncé plusieurs mesures relatives à la mise en place de l'infrastructure nécessaire dans le secteur agricole :

- l'établissement de l'Alliance des semences de l'Afrique de l'Ouest (West Africa Seed Alliance ou WASA), dont le budget prévu est de 7,7 millions de dollars et dont l'objectif est de créer un secteur des semences qui garantira la fourniture à de petits agriculteurs de semences bon marché, ainsi que d'augmenter de 50 millions de dollars les recettes d'origine agricole des pays désireux d'exporter à l'étranger. Des entreprises du secteur privé telles que la société Monsanto et des organisations non gouvernementales telles que la Fondation Bill et Melinda Gates participeront à la réalisation de ce projet ;
- le Projet de Kalangala en Ouganda qui vise à améliorer le réseau routier, l'alimentation en eau et en électricité ainsi que la liaison par bateau de l'île Bugala dans le lac Victoria. Il s'agit de créer 5.000 emplois tout en fournissant de l'eau potable et de l'électricité aux 50.000 habitants de cette île, en améliorant leur niveau de vie et en rendant possible la culture et le transport de produits destinés à l'exportation ;
- un nouvel accord conclu entre le ministère du commerce des États-Unis et des États africains afin d'aider ces derniers à appliquer leur droit de la propriété intellectuelle.

« De nos jours, l'Afrique est en marche, a dit Mme Fore. L'économie de ses divers pays est en expansion, et les pouvoirs publics adoptent la gouvernance démocratique et l'État de droit. De tels changements sont favorables à l'économie de marché grâce à laquelle des entreprises du secteur privé naissent, grandissent et prospèrent. »



Programme de Bourses à la Fondation Nationale pour la Démocratie

La Fondation Nationale pour la Démocratie (National Endowment for Democracy, NED) lance un appel à candidature pour le programme des visiteurs en démocratie «Reagan-Fascell». Etabli en 2001, ce programme est conçu afin de permettre aux activistes et aux académiciens du monde d'approfondir leurs connaissances de la démocratie et de renforcer leur capacité à promouvoir le changement démocratique. Ce programme se situe au Centre International pour les Etudes Démocratiques du NED à Washington D.C.

Programme : Le programme offre des bourses de cinq mois aux activistes pour la mise au point de stratégies et techniques pour le renforcement de la démocratie, et des bourses de cinq à dix mois aux académiciens pour la publication de recherche inédite. La catégorie des activistes comprend les candidats avocats, journalistes, et professionnels de la société civile; la catégorie des académiciens vise les professeurs, chercheurs-analystes, et autres écrivains. Les projets proposés peuvent traiter de tout aspect politique, social, économique, légal, et culturel du développement démocratique, et peuvent inclure une variété de méthodologies et d'approches.

Eligibilité : Nous invitons particulièrement à postuler les activistes et académiciens venant de pays où la démocratie est en développement; les académiciens des Etats-Unis et d'autres démocraties établies sont toutefois éligibles. Les activistes doivent avoir une expérience pratique importante dans le domaine de la promotion de la démocratie. Les académiciens doivent avoir un doctorat ou son équivalent au moment de leur candidature.

Le programme ne peut être utilisé pour payer les frais de formation professionnelle ou de scolarité. Il est indispensable de pouvoir parler et travailler en Anglais.

Appui : Le programme commence le **1^{er} Octobre et se termine le 31 Juillet** ; Octobre et Mars sont les mois principaux d'initiation. Tous les visiteurs recevront une subvention mensuelle, une assurance médicale, frais de voyage, et de l'assistance dans leur recherche de la part du Centre de Ressources de la Démocratie et du Programme d'Associés de Recherche Reagan-Fascell.

Dossier de Candidature : Pour plus de détails, visitez notre site : www.ned.org ; ou le site du programme : www.ned.org/forum/reagan-fascell.html. Vous pouvez télécharger le manuel d'usage et le formulaire de candidature au site: www.ned.org/forum/RFAApplication.pdf. Toutes les pièces du dossier de candidature doivent être en Anglais et tapées à la machine.

Date limite : Les dossiers de candidatures pour 2008/2009 seront acceptés jusqu'au **1^{er} Novembre 2007**. La notification des résultats du concours se fera en Avril 2008.

Pour plus d'informations contactez :

Program Assistant, Fellowship Programs
International Forum for Democratic Studies
National Endowment for Democracy
1025 F Street, N.W., Suite 800
Washington, D.C. 20004

Tel: (202) 378-9700
Fax: (202) 378-9407
E-mail: fellowships@ned.org
Internet: www.ned.org

L'USAID aide 700.000 Sénégalais à prévenir le paludisme

Les résultats d'une campagne d'aspersion intra-domiciliaire financée par l'USAID et couvrant l'ensemble des habitations de certaines collectivités – la première activité de prévention du paludisme du genre au Sénégal depuis plus d'un demi-siècle – montrent que près de 700.000 sénégalais courent moins de risques de contracter le paludisme au cours de la présente saison des pluies.

Au cours d'une activité pilote d'aspersion intra-domiciliaire (AID) dont le lancement a eu lieu en mai et juin 2007 dans les districts sanitaires de Nioro, Richard Toll et Vélingara, 76.491 maisons ont été aspergées en tout, protégeant de ce fait 680.934 personnes. Cette activité a largement dépassé ses objectifs qui consistaient à traiter 75.000 maisons pour protéger 500.000 personnes.

Analysée par district sanitaire, l'activité a permis d'asperger 30.740 habitations et de protéger 275.898 personnes à Nioro; 22.402 maisons et 155.379 personnes à Richard Toll; et 23.349 maisons et 249.656 personnes à Vélingara.

L'aspersion intra-domiciliaire (AID) est l'application d'insecticides sans danger aux murs intérieurs et au plafond d'une maison ou d'une structure dans le but d'arrêter la propagation du paludisme en tuant l'anophèle.

La campagne d'aspersion qui s'est déroulée dans les districts de Nioro, Richard Toll et Vélingara a utilisé le produit chimique ICON (Lambda-cyhalothrine), un des insecticides approuvés par l'Organisation Mondiale de la Santé pour l'aspersion intra-domiciliaire.

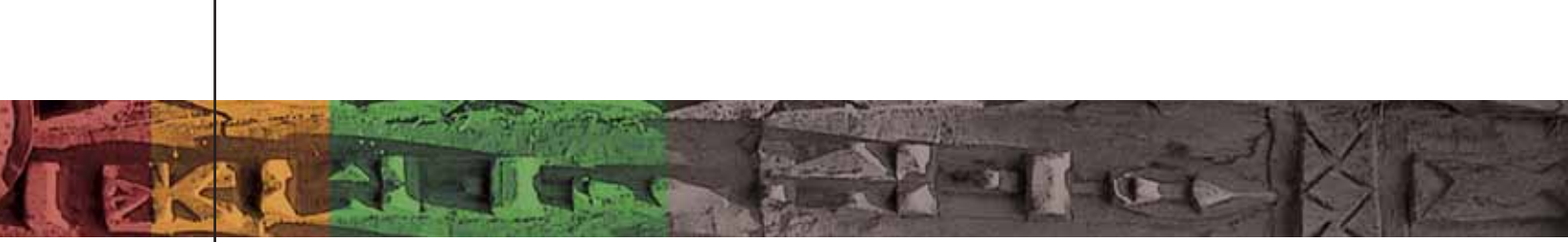
Cette activité s'inscrit dans un programme global de lutte contre le paludisme au Sénégal, programme financé par l'Initiative du Président des Etats-Unis pour la Lutte contre le Paludisme (PMI), et dont les composantes sont l'aspersion intra-domiciliaire et les moustiquaires imprégnées d'insecticide pour la prévention du paludisme, les interventions médicales pour traiter ou prévenir le paludisme chez la femme enceinte, et le diagnostic et le traitement efficaces du paludisme par l'association de thérapies à base d'artémisinine aussi bien au niveau de la structure de santé que de la case de santé communautaire.

Pour cette année, le Sénégal, où le paludisme représente la première cause de mortalité, recevra 16,7 millions de dollars E.U dans le cadre de l'assistance du PMI. Le même niveau de financement est attendu annuellement jusqu'en 2010.

Le PMI est une initiative impliquant plusieurs agences du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sous la conduite de l'USAID, avec la participation de Centers for Disease Control and Prevention (CDC), et en partenariat avec les gouvernements des pays bénéficiaires du programme.

Le but du PMI est d'aider les programmes nationaux de lutte contre le paludisme à réduire de 50 % la mortalité liée au paludisme dans 15 pays cibles en Afrique. La réalisation de ce but passe par des mesures efficaces et éprouvées de prévention et de traitement concernant 85 pourcent des groupes les plus vulnérables – les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes.





USAID/PAEM forme des enseignants et chefs d'établissement

Le Projet USAID/PAEM a, depuis 2003, formé plus de 3000 enseignants et 500 principaux de collèges. Trente collèges ont été construits ou réhabilités et équipés pour les rendre fonctionnels. Ces réalisations financées par l'USAID, ont offert des opportunités indiscutables pour le renforcement de la qualité de l'enseignement dans les collèges situés en zone rurale.

Dans ce cadre, un séminaire de deux jours portant sur les réalisations du programme d'amélioration de la formation des professeurs de l'enseignement moyen s'est ouvert à Dakar le 29 août. Quelques 200 participants ont pris part à cette manifestation au cours de laquelle M. Jay T. Smith, Chargé d'Affaires, a.i. de l'Ambassade des Etats-Unis et M. Adama Aïdara, Secrétaire Général du Ministère de l'Education se sont exprimés sur l'intérêt et le bilan positif de ce projet.

Nous vous proposons, ci-après, le discours du M. Jay T. Smith prononcé à cette occasion.

« C'est avec beaucoup de plaisir que je suis venu assister à cette cérémonie de partage des réalisations du programme d'amélioration de la formation des professeurs de l'Enseignement Moyen du Sénégal. En effet, c'est ma première activité officielle avec le Ministère de l'Education. J'en suis sûr, j'en assisterai à beaucoup d'autres, Inch Allah.

Mes collaborateurs ont apprécié après plusieurs visites dans les écoles et les salles de classe, l'engagement et le professionnalisme des enseignants et chefs d'établissement. Permettez-moi de saluer l'efficacité des inspecteurs de spécialité et de vie scolaire, des proviseurs de collèges et des professeurs qui ont œuvré pour réaliser un programme aussi important dans le cadre d'un partenariat dynamique entre plusieurs institutions de nos deux pays. Je félicite les enseignants pour leur dévouement malgré leurs conditions de travail très difficiles en milieu rural, et pour l'assiduité et la ponctualité avec lesquelles ils accomplissent leurs tâches quotidiennes. Non seulement ils encadrent bien leurs élèves à l'école, mais ils se soucient de leur bien-être et leur rendent visite à domicile pour se renseigner sur les raisons de l'absence de certains.

Ils ont su mettre en œuvre le principe de participation qui est cher à toute action de développement. La présence des formateurs et des enseignants, des décideurs comme des champions de la pratique, est une garantie de succès. Une des grandes priorités de notre programme sera de maintenir cet équilibre tout le long de sa mise en œuvre.

Ce programme pilote de l'USAID visait prioritairement à contribuer au renforcement de la qualification des professeurs et des chefs d'établissement dans l'Enseignement Moyen. En effet, tout système éducatif qui se veut crédible a besoin de bons professeurs.

Beaucoup de pays africains comme la Guinée, le Burkina Faso, Madagascar ou le Sénégal ont eu recours à des recrutements successifs de professeurs vacataires. La présence de ce personnel enseignant a permis d'accroître de manière significative l'accès à l'éducation pour beaucoup d'enfants. Mais elle a aussi fortement réduit le taux de qualification du personnel. La majorité de ces enseignants peu qualifiés travaillent en milieu rural.

Pour relever le défi de la qualité de l'enseignement, notre programme conjoint a formé plus de 3000 enseignants et 500 proviseurs de collèges. 30 collèges ont été construits ou réhabilités et équipés pour les rendre fonctionnels. Ces réalisations financées par l'USAID, ont offert des opportunités indiscutables de renforcement de la qualité de l'enseignement dans les collèges des zones rurales.

Les régions de Tambacounda, Kolda et Fatick ont été les principales bénéficiaires. Toutefois le souci de généraliser les effets du programme à l'échelle du pays a été présent à tout moment. Le programme a étendu sa couverture dans la région de Ziguinchor à partir de l'année 2007.

Mes collaborateurs qui ont visité plusieurs collèges ruraux dans les régions cibles ont rencontré très peu de femmes enseignantes. La sous représentation des femmes, de l'enseignement primaire à celui supérieur, est malheureusement confirmé par les statistiques du Ministère de l'éducation.



M. Smith prononçant son discours

Moins de 10% des enseignants sont des femmes. Pourquoi aussi peu d'enseignantes au Sénégal quand dans beaucoup de pays les femmes sont presque majoritaires dans ce métier ? Il y a là un problème d'équité. Améliorer cette situation contribuera à la bonne gouvernance du système éducatif et pourrait motiver les filles à poursuivre leurs études.

Le déficit le plus inquiétant demeure la baisse de motivation constatée de plus en plus chez les enseignants. Il y a quelques décennies le métier d'enseignant était encore un rêve pour beaucoup de jeunes. Beaucoup d'adultes se rappellent encore l'engagement et l'enthousiasme de leurs enseignants.

Aujourd'hui beaucoup d'enseignants arrivent dans le métier par défaut. Ils y restent faute de trouver mieux. Avons-nous assez réfléchi sur comment créer plus de vocation d'enseignement chez les jeunes et surtout chez les femmes ? Avons-nous assez réfléchi sur les stratégies pour les motiver et maintenir leur enthousiasme à servir partout dans le pays ?

J'espère que vous prendrez le temps d'échanger à l'occasion de cet atelier sur ces questions cruciales qui touchent en dernière analyse, l'image de l'école sénégalaise. Les propositions de solutions venant de vous, enseignants, seront une contribution de taille à la résorption des difficultés qui affectent la fonction d'enseignant.

L'USAID a décidé de contribuer à cet effort de restauration de l'image de marque des enseignants. Elle appuiera très prochainement la mise en place d'une plateforme numérique d'échange entre les différents acteurs du système éducatif. Cet outil précieux de communication qui vise à renforcer la transparence du système éducatif pourrait promouvoir un meilleur partage de l'information entre les différents services du Ministère et les enseignants.

L'USAID appuiera, aussi, le Sénégal dans son programme de mobilisation sociale et de décentralisation de l'éducation. Il est temps pour les collectivités locales, les populations et les entreprises de jouer un rôle plus important dans la restauration de l'image des écoles et des enseignants. L'atelier peut démarrer cette réflexion aussi.

Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs,

Les échanges fructueux que les participants à cet atelier de partage auront ces deux prochains jours permettront de faire le bilan du projet. Les leçons apprises nous permettront de mieux concevoir et mettre en œuvre les programmes futurs.

Soyez assurés que la coopération américaine sera toujours à vos côtés et en première ligne. »

Quoi de neuf sur le site de l'ambassade ?

L'ambassade des Etats-Unis vous souhaite la bienvenue à sa nouvelle page web, version anglaise, logée dorénavant à l'adresse <http://dakar.usembassy.gov>. Vous y trouverez toutes les informations relatives aux activités de la mission diplomatique américaine au Sénégal, aux différentes politiques américaines et aux affaires consulaires. La version française de cette nouvelle page web sera bientôt disponible ; pour l'instant il vous suffit juste de cliquer sur l'onglet « français » pour accéder à la page habituelle.



Panorama

Directeur de la publication : Chad CUMMINS

Rédacteur en chef : Oumar WATT

Composition : Angelita MENDY

Conception - Réalisation : POLYKROME

18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal

Tél. (221) 823 81 24 • Fax: (221) 822 23 45

<http://dakar.usembassy.gov>

